

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 245 – Mai 2021

Histoire

L'armée belge des partisans armés

Prélude au final.

A l'occasion du 135 ième anniversaire
de la fusillade à Roux

Société.

La différence salariale entre les
hommes et les femmes ?

Une stratégie offensive face à la crise
du coronavirus.

A propos des réseaux sociaux ...

Peut-on être consommateur et
citoyen ?

Dossier

Extraits de la « Psychologie des
foules »

Antifascisme

On n'oublie pas



HISTOIRE

L'armée belge des partisans armé

Prélude au final.



Raoul Baligand

Retournons à Baligand que nous avons perdu de vue depuis la terrible affaire de juillet 1943. Notre ami avait retrouvé son aplomb et repris contact avec quelques camarades. Mais tous restaient sur les dents après le coup terrible infligé à l'Armée des Partisans.

Le Commandant national et son adjoint, les chefs du Service central des courriers, le commandant de corps de Charleroi, du Centre, de Tournai, du Borinage et de Namur ainsi que le responsable de l'armement étaient aux mains de l'ennemi. Il ne subsistait aucune liaison à la base. Les effectifs se trouvaient isolés, désespérés, perpétuellement sur le qui-vive.

Parmi les rescapés de la rafle désastreuse se trouvait le commandant du corps de Bruxelles et le camarade chef de l'Intendance nationale. Baligand réussit à les rencontrer. C'était le premier pas vers

un nouvel élan, vers un nouvel assaut. Les partisans ne désarmaient jamais !

Un adjoint du responsable de l'armement fut heureusement découvert. A quatre, ils se mirent à la tâche. Imagine-t-on la somme d'efforts, de patience, de démarches qu'ils avaient en perspective ? Ils devaient relever et surtout d'abord rechercher toutes les pièces formant l'armature de leur organisation, rétablir des contacts et, de ce chef, le service des courriers, repérer les hommes capables d'assurer un commandement, aménager de nouveaux dépôts, récupérer des armes, des munitions, des explosifs, ...

En quelques jours, grâce au concours d'éléments audacieux, le nouveau noyau fut formé. Il fit rapidement boule de neige. C'est alors que le Parti communiste détourna Baligand de son œuvre de reconstruction. Le patriote était trop connu de la séquelle de traîtres. On le savait terriblement menacé par la présence à Bruxelles d'une bande de mouchards qui auraient pu le pister. Il n'en fallait pas plus pour en arriver à sombrer une fois encore dans une rafle monstre.

Devant l'ampleur du danger, le P.C. invita donc Baligand à se tenir coi durant quelques semaines, voire quelques mois. Ne pouvant se résigner à l'inactivité, notre ami se vit confier la mission de rechercher des remplaçants favorables pour le montage des postes émetteurs clandestins et ce qu'il appelait ses « vacances » ne manquèrent pas d'animation.

En effet, après avoir déniché un endroit convenable, il devait en premier lieu s'assurer du patriotisme des habitants puis se mettre en rapport avec eux, leur inspirer confiance, dissiper leurs appréhensions et, même dans les meilleurs cas, ruser quelque peu car il fallait à tout prix éviter de se dévoiler entièrement, l'échec étant toujours possible.

Au bout de deux mois, Baligand fut délégué en qualité d'adjoint auprès du Commandant national pour la Wallonie et le secteur de Bruxelles.

Sur le plan international, les événements se précipitaient. Chassés d'Afrique ou plutôt pris au piège par centaines de milliers en 1943, les Allemands poursuivaient en Italie leur retraite « offensive ». Après Pantelleria et la Sicile, le pied de la botte était envahi, tenu fermement par les Anglo-Américains.

En Russie, l'élastique lâchée par von Paulus à Stalingrad revenait irrévocablement en arrière s'accrochant par-ci, par-là aux aspérités, c'est-à-dire aux garnisons désespérées émergeant des plaines d'Ukraine ou de Biélorussie.

Nouvelles



La propagande allemande avait changé de visage. Elle ne parlait plus des avances foudroyantes de la Wehrmacht invincible mais bien de la joie de vivre dans la grand Reich menacé par les Soviétiques et pilonné par les sauvages de la R.A.F. ou de la A.A.F. On voulait nous faire oublier Rotterdam, Tournai, Coventry et Varsovie et nous ne savions encore que peu de choses sur les camps nazis.

En vagues de plus en plus puissantes, les bombardiers alliés sillonnaient le ciel. On sentait bien qu'un grand événement se préparait. On écoutait avec espoir, mais aussi le cœur étreint d'une légère angoisse le ronronnement devenu familier. C'était tout de même la mort qui passait, là-haut en route vers l'Allemagne.

Les rayons des projecteurs et le tir de la D.C.A. nous plongeaient brusquement dans une atmosphère de bataille. On croyait voir une étoile s'allumer dans le ciel mais une gerbe de flammes descendait tout à coup et s'épanouissait au sol dans une explosion sourde, dans un déchirement de ferailles. Encore un équipage de perdu.

Sur notre territoire, le bombardement sérieux avait commencé. Les chemins de fer, les aérodromes et autres installations d'intérêt militaire étaient visés. Autant de signes avant-coureurs de la grande offensive libératrice.

Cette situation amena l'Etat-Major de l'Armée des partisans à créer une organisation capable de mener la guérilla si besoin s'en faisait sentir un jour. Antérieurement, on s'était contenté de rassembler quinze ou vingt hommes à la fois, selon l'importance des sabotages à réaliser. Ces effectifs restreints, suffisants pour les coups de mains nocturnes étaient loin de remplir les conditions nécessaires en cas d'éventuelle lutte ouverte.

On entreprit la formation des « Milices patriotiques ». Les volontaires étaient recensés par les soins de chefs de groupes. Ces chefs de groupes se réunis-

saient sous un commandement local. Un échelon plus haut se trouvaient les commandants régionaux lesquels recevaient leurs directives du Commandant national.

Pratiquement, les Milices patriotiques ne formaient qu'une espèce de réserve qui, le moment venu, pouvait être rapidement mobilisée, munie des armes promises par la radio de Londres et encadrée de partisans aguerris.

D'autre part, les Allemands activant la levée en masse de travailleurs destinés à leur industrie de guerre défaillante, nombreux étaient les hommes qui, bravant tous les risques, entraient délibérément dans l'illégalité. Ces braves gens erraient d'un refuge à l'autre, traqués par la Gestapo et la feldgendarmerie renforcées par les rabatteurs rexistes.

Bon nombre de réfractaires avaient déjà gagné le maquis, c'est-à-dire les forêts ardennaises. Tous préféraient tenir tête à l'ennemi, même au péril de leur vie, plutôt que subir l'asservissement. Il y avait chez ces hommes une élite capable d'accomplir de grandes choses à la seule condition d'être armés et sérieusement organisés.

Le Commandant Baligand fut chargé de prendre la direction de ce nouveau champ d'activités. Favorablement secondé, il obtint rapidement un résultat appréciable. Aux emplacements soigneusement choisis dans le cadre dessiné par l'Ourthe, la Lesse et l'Amblève, une dizaine de camps furent installés au plus profond de cette forêt ardennaise dont l'histoire deviendra légendaire.

L'un des plus importants de ces camps fut celui de Mesnil l'Eglise non loin de Marche-en-Famenne. Là, une centaine d'hommes s'abritaient sous des huttes de branchages. Les villageois des environs assuraient le ravitaillement de nos courageux jeunes hommes. Avec une régularité digne d'éloges, les fermiers fournissaient à tour de rôle





Archive Cercle Louis Tayenne

qui, du pain, qui du beurre, qui les pommes de terre ou autres produits de première nécessité. Parfois, les fournitures s'agrémentaient d'un message ou d'un renseignement utile aux francs-tireurs.

Les braves ménagères ardennaises, elles aussi, couvraient de leur attention nos patriotes hors la loi. Et ces femmes accaparées par les travaux des champs qui n'avaient même pas le temps de veiller à leur propre toilette, se muaient en blanchisseuses bénévoles et passaient leurs soirées à raccommoder un blouson ou à reprendre les chaussettes d'un maquisard.

En très peu de temps, les Ardennes se transformèrent au grand dam de l'ennemi. Naguère, cette province peu industrielle et à la population clairsemée jouissait d'une tranquillité enviable. A dater de la création du maquis, il en fut tout autrement.

Les routes et les lignes de chemins de fer importantes tombèrent sous le contrôle des patriotes armés : des ponts sautèrent, les rails déboulonnés ou simplement dynamités ne se comptèrent plus. Il fut un temps où le trafic était réduit à quelques trains de voyageurs dont le retard s'accroissait par suite de nombreux transbordements forcés auprès des ponts détruits. Exaspérés, les Allemands envoyèrent leurs limiers et leurs mercenaires à la recherche des saboteurs. Naturellement, les mouchards rexistes déployèrent tout leur zèle.

Aussitôt informés et soucieux de leur sécurité, les maquisards parèrent la menace. Jusqu'alors, ils s'étaient contentés d'arrêter les Allemands isolés mais seulement dans le but de s'approprier de leurs armes. L'affaire prit une autre tournure quand il fut question d'abattre des hommes. On a beau savoir qu'il s'agit d'un traître ou d'un espion. L'idée de tuer son semblable entraîne une impressionnante crise morale.

Les chefs durent donner l'exemple. Ils se firent accompagner par quelques hommes, qui, témoins des premières exécutions, surmontèrent leur réputation et accomplirent, à leur tour, de salutaires épurations.

La meilleure liaison entre les camps était due au Groupe mobile qui se spécialisa dans la chasse aux traîtres et aux agents de la Gestapo. Toujours partout et jamais nulle part, ce groupe avait, à sa disposition, deux automobiles confisquées à de peu scrupuleux collaborateurs.

Dès qu'ils apprenaient qu'une auto de la Gestapo pénétrait dans une zone tenue par les partisans, nos hommes se mettaient en campagne. Procédant par recoupements, se renseignant auprès des paysans, sur le passage de leur gibier, ils organisaient des poursuites allant parfois jusqu'à 150 ou 200 kilomètres.

Les boches roulaient, roulaient, effectuant leur ronde sur les routes à l'ombre des forêts. Quand une rencontre s'opérait, loin de toute localité, sans secours possible de part et d'autre, le combat s'ouvrait sans merci, une lutte à mort où les adversaires inexorables ne se faisaient pas de quartier et qui se clôturait par l'anéantissement complet de l'un ou l'autre part.

Heureusement nos partisans jouissaient souvent de l'effet surprise et leur connaissance parfaite du terrain leur permettait d'attaquer l'ennemi aux endroits se prêtant le mieux à ce genre d'escarmouches.

L'imprévu avait aussi son rôle à jouer parfois. C'est ainsi qu'un jour, les partisans tombèrent à un tournant de route sur un peloton d'une quarantaine d'Allemands. En pareil cas, la moindre hésitation serait fatale. Aussi le conducteur appuya-t-il sur le champignon. Avant que les boches aient pu se ressaisir, une volée de grenades et une grêle de balles les couvrit, cependant que l'auto fauchait les premiers rangs. Les partisans sortirent de l'affaire avec deux blessés seulement. Les Allemands ne publièrent jamais leur bilan et pour cause ... Hélas, ils se rabattirent souvent sur d'inoffensives populations civiles mais leurs sanglantes repréailles n'ajournèrent pas indéfiniment l'échéance fatale.

A suivre : « Un fameux sauf-conduit »

A l'occasion du 135 ième anniversaire de la fusillade à Roux : « Les grèves de 1886, prélude à un siècle de progrès et de protection sociale ! »

« Ceux que la justice a condamnés ont été acquittés par l'histoire. La prise de conscience résultant du choc de 1886 a favorisé l'éclosion de la législation sociale qui fait honneur à notre pays et au genre humain. 19 ouvriers ont perdu la vie les 26 et 27 mars 1886. » (Texte sur la stèle commémorative près de la Place Wauters à Roux)

Quand des travailleurs sont confrontés à des diminutions de salaires et à une hausse importante du chômage suite aux licenciements et fermetures, ils décident de se battre et partent en grève. La malnutrition, les logements insalubres et les épidémies comme la peste et le choléra, mèneront à une révolte des 'Damnés de la Terre'.

Quand en même temps ils sont confrontés à des patrons qui ne dissimulent pas les signes extérieurs de richesse et que les bénéfices des banques et entreprises explosent, alors les travailleurs se rebellent. L'histoire ouvrière et sociale est riche de pareils mouvements sociaux.

C'est en commémorant le 15e anniversaire de la

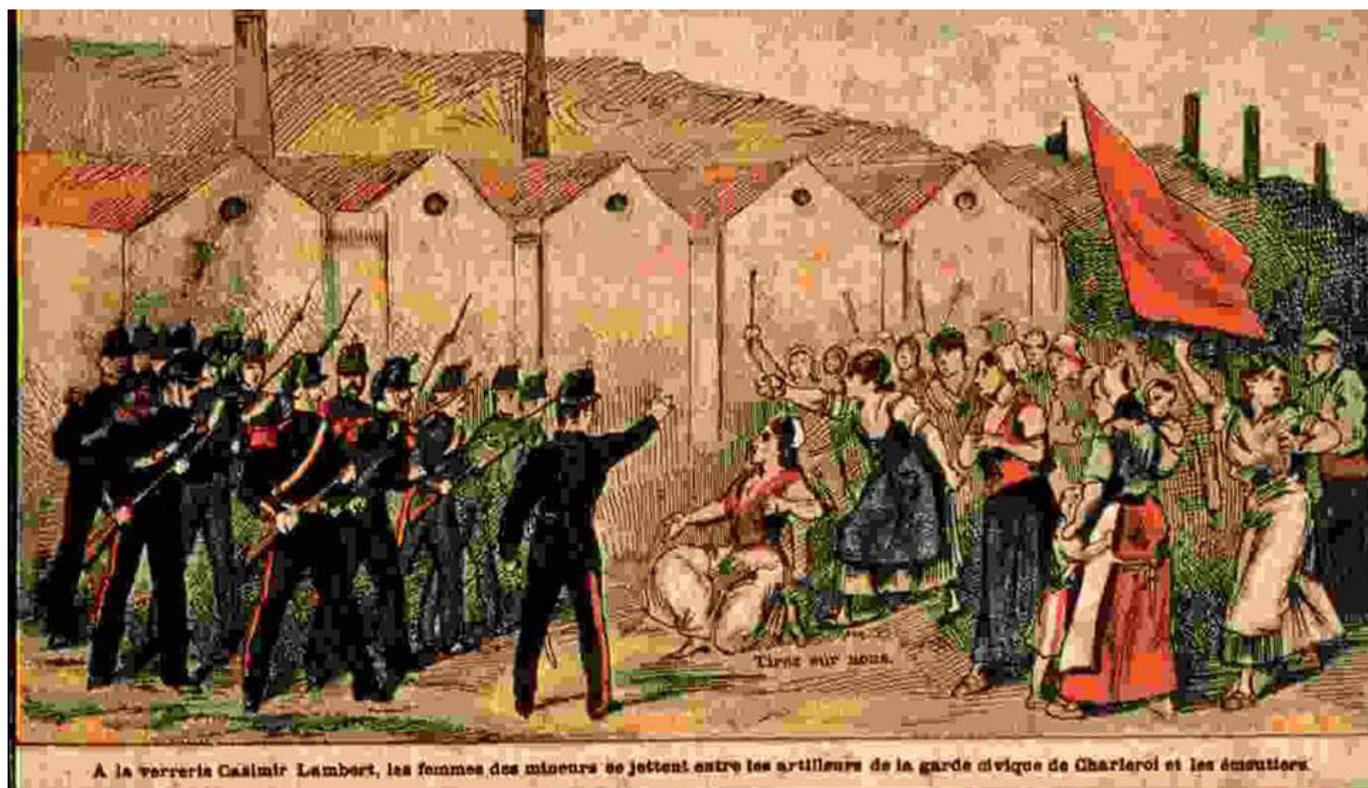
Commune de Paris le 18 mars 1886 que les travailleurs liégeois ont réellement mis la question sociale au centre des débats, et ce via une manifestation de colère brutale. Alors que les conditions de vie et de travail sont déjà pénibles, une mauvaise conjoncture économique « oblige » les patrons à réduire les salaires et à licencier du personnel, dans un pays qui est qualifié par Karl Marx de « paradis du capitalisme » !

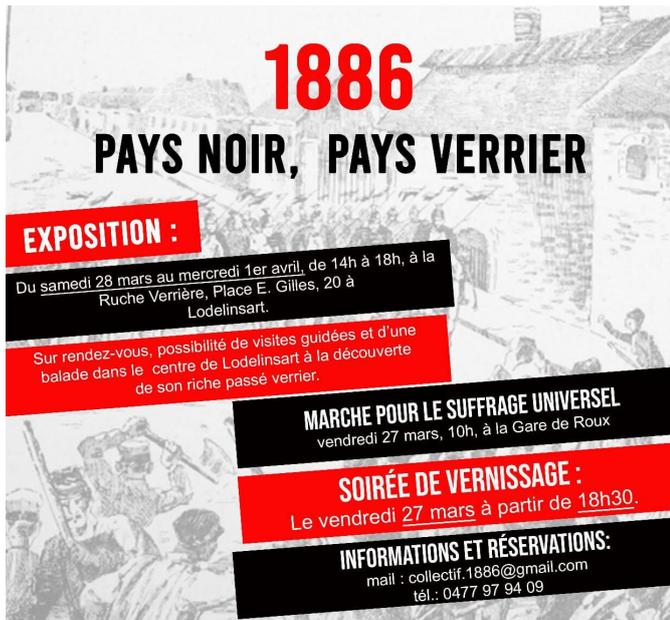
Chaque jour est marqué par de nouvelles grèves et manifestations. Dans la région carolorégienne la destruction des nouveaux fours à verre et l'incendie du château «Baudoux», appartenant au directeur d'une usine, en sont les symboles. Partout les travailleurs sont confrontés au bras armé de la bourgeoisie : l'armée et la justice.

Le massacre d'une vingtaine d'ouvriers mineurs, verriers, sidérurgistes et chômeurs, à Roux, le 27 mars 1886 est le point culminant de la répression sanglante des grèves et manifestations.

Après la révolte, le gouvernement installe une Commission d'Enquête débouchant sur quelques lois sociales. Mais avant tout, le pouvoir bourgeois cherche à empêcher toute nouvelle insurrection révolutionnaire en renforçant son appareil légal répressif. Ces lois sont utilisées aujourd'hui encore contre les actions syndicales comme à Anvers et Liège.

À la prise de conscience du monde ouvrier répondent l'amorce d'une législation sociale, mais aussi la formation rapide du POB et du mouvement ouvrier so-





cialiste, ainsi que la naissance de la démocratie chrétienne. Dès la fin de ces événements carolorégiens en effet, s'amorce un irrésistible mouvement ininterrompu qui va permettre l'amélioration progressive de la condition des travailleurs et de la population belge. Un exemple : c'est en 1897 que, sur la proposition du Docteur Descamps, le Conseil Provincial du Hainaut fonda l'Institut d'analyses bactériologiques devenu, dès 1904, l'Institut Provincial d'Hygiène et de Bactériologie. On peut juger de l'importance considérable d'une telle initiative, prise à une époque où les notions d'hygiène étaient méconnues de la population et la protection au travail complètement ignorés par les patrons.

Les grèves de 1886, celles qui ont suivi et les luttes ouvrières depuis 150 ans, ont forcé peu à peu, souvent à l'arraché, parfois en fonction des opportunités, la construction de systèmes de protection sociale et de droits démocratiques. A partir de là naîtra la « Sécurité sociale » avec ses différentes « branches » et, dans la foulée, une législation sur le droit et la santé au travail, mais aussi un système de santé organisé sur un principe de qualité et largement accessible à l'ensemble de la population. Cette protection sociale, comme les luttes dès le départ en furent le prélude, est fondée sur la solidarité qui en reste aujourd'hui le socle indispensable. Nous continuons à bénéficier de ses effets de manière convaincante : l'actualité autour de l'épidémie du coronavirus en démontre le bien-fondé au profit de l'ensemble de la population. Hommage et respect aux martyrs ouvriers de 1886 ! Nous voulons raviver la mémoire de ces combats historiques, comme base et motivation à notre participation aux luttes sociales et syndicales d'aujourd'hui pour une meilleure protection sociale des travailleurs et de la population.

Suit la liste des nombreux signataires dont

François D'Agostino et Robert Tangre pour l'ACJJ

SOCIÉTÉ.

Comment expliquer la différence salariale entre les hommes et les femmes ?

Est-ce qu'il y a une différence salariale entre les hommes et les femmes ? D'après le rapport 2021 écrit en partie par l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes, la réponse est bel et bien oui. Cet écart s'élève à 9,2%, un chiffre général pondéré avec le temps de travail. Plusieurs facteurs expliquent cette différence.

Le premier facteur de l'écart salarial, c'est le travail à temps partiel. Les femmes travaillent davantage dans les secteurs où le temps partiel est organisé.

Le travail à temps partiel

«L'écart salarial s'élève à 9,2%, mais s'il n'est pas calculé et qu'on le prend de manière brute, si on ne le corrige pas pour le temps de travail, il grimpe à 23,1%. Ce second indicateur rend vraiment visible l'impact du temps partiel sur l'écart salarial», explique Véronique De Baets, porte-parole de l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes et qui a participé à l'élaboration de ce rapport.

On sait qu'aujourd'hui, en Belgique, plus de 43% des salariées femmes travaillent à temps partiel, contre seulement 11% des hommes. Pourquoi ? Parce que de nombreux secteurs où les femmes sont surreprésentées sont organisés dans le sens du travail à temps partiel, mais aussi parce qu'il existe encore une inégalité assez importante dans la sphère privée et que les femmes gèrent encore la majorité des tâches domestiques et d'éducation.



«L'institut avait mené en 2016 une étude sur la gestion du temps qui avait montré que les femmes effectuaient près d'une heure et demie de travail non rémunéré par jour de semaine moyen, tandis que les hommes effectuaient près d'une heure et demie de travail rémunéré de plus que les femmes par jour de semaine moyen. C'est quelque chose qui est encore très présent aujourd'hui», rajoute Véronique De Baets.

La composition de ménage

Le deuxième facteur qui explique cet écart est en quelque sorte lié au travail à temps partiel. Il s'agit de la composition de ménage. Le fait d'avoir des enfants a un impact sur le salaire des femmes.

Autre constat : l'état civil, le fait d'être marié va avoir un impact positif sur le salaire des hommes, tandis qu'il n'aura pas d'impact sur le salaire des femmes

La ségrégation sectorielle

Comme l'explique la porte-parole de l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes, les femmes sont surreprésentées dans des secteurs qui sont peu valorisés financièrement, des secteurs qui sont pourtant essentiels au bon fonctionnement de la société, comme les soins de santé mais aussi les supermarchés, les crèches, etc. Et dans ces secteurs, les salaires sont peu élevés, tandis que les hommes sont surreprésentés dans des secteurs dans lesquels les salaires sont plus élevés, comme la construction, le secteur automobile ou même le secteur de l'énergie, par exemple.

Et pourtant, ce taux de 9,2% est le taux le plus bas. «On est clairement dans une tendance de diminution de l'écart salarial ces dernières années et on a aussi un écart salarial qui est assez faible par rapport à d'autres pays européens. Mais par contre, on a quand même une problématique qui est importante et qui est la problématique des bas salaires», souligne Véronique De Baets.

N.J.
extrait du site RTBF.be

Une stratégie offensive face à la crise du coronavirus.

En France la COVID 19 c'est un airbus A320 qui se crache par jour sans survivant, Macron ce soir a confirmé qu'il était urgent de ne rien faire ! Sans compter ceux de plus en plus jeunes en réanimation, ce qui n'est pas sans séquelles... C'est face à la destruction de l'hôpital public, à laquelle elle a participé, l'inconscience de Roselyne Bachelot

nous annonçant qu'elle a des gens formidables et qu'elle bénéficie du meilleur, alors qu'on nous laisse entrevoir que d'autres attendent, que c'est l'heure des choix, mais elle ne le sait même pas et croit que l'on est inquiet pour elle... OUI c'est un "révélateur" dont ceux qui devraient agir pour la transformation de la société devraient tirer quelque chose... L'urgence du socialisme par exemple ... À gauche, la nécessité de l'autocritique et d'une stratégie offensive claire comme réponse à la crise du Coronavirus. Ce texte d'un de nos lecteurs belge analyse comment la pandémie actuelle a agi comme un puissant révélateur d'une crise majeure, peut-être organique.

Danielle Bleitrach

À gauche, la nécessité de l'autocritique et d'une stratégie offensive claire comme réponse à la crise du Coronavirus



La pandémie actuelle a agi comme un puissant révélateur d'une crise majeure, peut-être organique (1), de ce que Gramsci qualifiait de bloc historique (2). Il nous semble que l'analyse de cette crise soit le premier préalable à la définition d'alternatives progressistes aux niveaux régional, national et international.

Revenons tout d'abord sur les concepts de bloc historique et de crise organique : c'est « l'unité dialectique-le point d'indistinction-entre la structure [c'est-à-dire la base économique] et la superstructure à un moment donné du développement capitaliste » (3). Dans le dixième cahier (4), le communiste sarde dit que dans le bloc historique, « le contenu économique-social et la forme éthico-politique s'identifient concrètement ». Le bloc historique doit, dans cette conception, être en mesure de faire face à des crises, définies comme

le moment où, selon la citation désormais célèbre, « (...) l'ancien se meurt et (...) le nouveau ne peut pas naître » (5).

Gramsci définit, cependant, un autre type de crise, générale celle-là. Il s'agit de la crise "organique" à laquelle le bloc historique n'est pas en mesure de résister durablement. C'est à l'occasion des crises de ce type que les changements révolutionnaires (progressistes ou non, par mouvement des masses ou par le haut) deviennent possibles.

La crise actuelle est-elle de cet ordre ? Dans les sociétés « occidentales », la crise du COVID 19 a permis de mettre à nu de manière dramatique les ravages causés par quarante ans de néolibéralisme : destruction avancée des mécanismes de solidarité et des services publics, notamment dans le secteur de la santé, désindustrialisation massive, ne sont que quelques-unes des manifestations, déjà connues à gauche, mais qui ont pris ici des proportions inconnues, et ont eu des conséquences encore plus dramatiques, entraînant le décès de dizaines de milliers de personnes. Au sein des états européens, la pandémie a révélé les disparités internes au niveau social avec la plus grande cruauté (6). En Belgique, cela est apparu très clairement, en ce qui concerne les disparités entre régions en termes de mortalité. Alors que la densité de population est plus élevée en Flandre, la Wallonie a un taux de mortalité lié au COVID19 plus élevé. Si on y regarde de plus près, les effets d'une pauvreté plus grande et d'un moindre accès aux soins de santé jouent à plein. Ces effets dévastateurs de la pauvreté ont été aussi marqués à Bruxelles. Au niveau politique, la cacophonie a été grande également, l'absence de gouvernement de plein exercice en début de pandémie, les logiques concurrentes entre les différentes entités fédérées et le manque de clarté en matière de prise de décisions n'auront certainement pas amélioré la situation, ni renforcé l'adhésion des populations aux institutions. On pointera finalement les effets de la désindustrialisation sur le manque de capacité à produire des équipements de protection individuels, notamment en direction des services de santé...

Un autre aspect inquiétant pour les forces de progrès est la mise au jour de tendances néfastes, qui dépassent le simple cadre des forces politiques de droite et d'extrême-droite : méfiance envers les sciences et la méthode scientifique, plus grande visibilité des courants obscurantistes et réactionnaires divers, méfiance envers le politique (et l'action politique et collective), tendances individualistes, et de manière générale, une intériorisation de l'idéologie dominante. Face à cela, les dirigeants politiques des centres impérialistes ont beau jeu de faire porter la responsabilité de leurs

manquements sur les comportements individuels des populations, qu'ils ont contribué à « dresser » dans cet ethos néolibéral. On assiste donc à un phénomène contradictoire où les conditions objectives d'un changement de cap radical de nos sociétés sont réunies, où le pouvoir des capitalistes et de leurs représentants est ébranlé, mais où, à gauche, en Europe, une majorité de forces sont atomisées, sans perspectives, parfois tétanisées et donc réduites à une relative impuissance ou à la protestation, incapable de s'engouffrer dans la brèche et dans une longue lutte pour la transition vers une société socialiste.

Si on regarde du côté de pays ayant lutté pour leur indépendance nationale et le socialisme, comme la République Populaire de Chine, Cuba ou le Vietnam, que constate-t-on ? Là, et malgré les difficultés internes ou imposées par l'impérialisme (le blocus criminel imposé à Cuba par les États-Unis), il apparaît clairement que ces pays et sociétés ont été bien plus en mesure d'encaisser le choc provoqué par le COVID-19. Les facteurs d'explication sont multiples : rôle des pouvoirs et services publics, rôle dirigeant d'organisations politiques orientées vers la satisfaction des besoins populaires, confiance et moyens investis dans la science, et orientations internationalistes affirmées dans la coopération (7). Sans idéaliser excessivement ces pays, il est manifeste, au vu des résultats obtenus que nous avons beaucoup à en apprendre. À ce sujet, il serait important, au sein de la gauche des centres impérialistes, de se défaire d'une attitude condescendante à l'encontre des pays socialistes et progressistes, encore trop présente, reflet de l'influence de l'idéologie dominante jusque dans nos rangs, et de plutôt essayer de comprendre, d'étudier et de tirer des enseignements concrets pour faire avancer nos luttes.



Médecins cubains

En partant de ces constats, que pouvons-nous proposer comme orientations générales ? Avant

de passer aux propositions politiques générales, il nous semble important d'avoir un regard autocritique sur nos propres organisations. Il est certainement temps de réfléchir et d'agir, à la fois dans nos cadres nationaux respectifs mais également à l'échelle européenne, sur la meilleure manière de diffuser une culture progressiste, solidaire, et critique qui fasse honneur au combat rationaliste qui a été porté par la gauche de transformation depuis le XIXe siècle. Il est également temps de se départir de l'attitude eurocentriste condescendante qui voudrait que les expériences socialistes du « Sud Global » n'auraient rien à nous apprendre et à nous apporter autre qu'un « exotisme » désuet, relique des révolutions du vingtième siècle : la Chine, le Vietnam et Cuba ne sont pas des amas de clichés révolutionnaires, ce sont des pays socialistes traversés de contradictions nombreuses et faisant face à des défis de taille, mais ayant une vision d'avenir.

Pour le reste, la crise du coronavirus et les réponses des pays socialistes nous donnent des orientations générales claires, à adapter en fonction de notre contexte particulier : renforcement des services publics, renforcement du rôle de l'État dans l'économie au service de la population et non du Capital, coopération internationale, financement de la recherche et développement de capacités techniques et industrielles, entre autres sont des points centraux de la lutte à mener, loin d'une simple volonté réformiste d'atténuation des maux du capitalisme, mais pour une rupture radicale, seule à même, au cours d'un processus révolutionnaire ininterrompu par étapes (8), de sortir de manière progressiste de la crise actuelle mais aussi de faire face au désastre environnemental qui s'annonce si la machine infernale du capitalisme n'est pas arrêtée.

1 D'AGOSTINO (F.), La crise sociale en Belgique à la lumière de Gramsci, décembre 2014, consultable ici :

<http://archive.acjj.be/publications/nos-analyses/la-crise-sociale-en-belgique-a-la>, consulté le 13/01/2021.

2 Ibid.

3 DURAND (C.) et KEUCHEYAN (R.), Un césarisme bureaucratique, dans DURAND (C.), sous la dir. De, En finir avec l'Europe, La Fabrique, Paris, 2013, p.97.

4 GRAMSCI (A.), Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La Fabrique, Paris, 2011, p 64.

5 Ibid., p. 38

6 Pour le cas de la Belgique, voir, e.a., DUPRET (X.), Coronavirus et points de vue de classe. De l'Asie à la Belgique... , avril 2020, consultable en ligne ici : <https://www.acjj.be/coronavirus-et-points-de-vue-de-classe-delasie-a-la-belgique/>, consulté le 13/01/2021.

7 Voir, e.a., COLLECTIF, Corona Shock and Socia-

lism, juillet 2020, consultable en ligne : <https://www.thetricontinental.org/studies-3-coronashock-and-socialism/>
8 AMIN (S.), Le bicentenaire de la naissance de Marx. 1818-2018, Delga, Paris, 2018, p.91

François D'Agostino
Association Culturelle Joseph Jacquemotte

Réseaux sociaux : ne pas jeter le bébé de la liberté d'expression avec l'eau (sale) du bain de Donald Trump



La suppression ou la suspension des comptes de Donald Trump par Facebook et Twitter a donné lieu ces derniers jours à de nombreuses discussions relatives à la police des contenus haineux sur Internet. Il est souvent avancé le fait que, s'agissant d'entreprises privées, les gestionnaires de réseaux sociaux et autres plateformes numériques sont libres d'imposer leurs conditions d'utilisation et dès lors de supprimer les publications voire les comptes des usagers dont ils estiment qu'ils ont enfreint ces conditions. Le reproche à leur adresser serait principalement celui d'un manque de cohérence (censure de la nudité plutôt que des propos infamants) et il conviendrait de renforcer la réglementation pour les forcer à supprimer davantage et plus rapidement les publications problématiques.

Il faut toutefois prendre bien garde de ne pas se laisser guider uniquement par la réprobation très légitime ressentie face aux discours incendiaires de Donald Trump ou aux publications haineuses rencontrées régulièrement sur Internet, en risquant de sacrifier la liberté d'expression au nom d'une surveillance plus étroite des contenus. Toute discussion doit débuter par poser clairement les paramètres du débat, en comprenant bien le fonctionnement de la liberté d'expression sur Internet et les responsabilités assignées à chacun de ses acteurs.

Éditeurs - hébergeurs

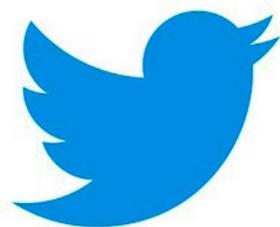
Tout d'abord, et contrairement à ce qui a souvent été prétendu ces derniers temps, les plateformes numériques (Facebook, Twitter, Instagram, You-

tube...) ne sont juridiquement pas considérées comme des «éditeurs», qui seraient de ce fait directement responsables du contenu de ce qui est publié via leur site, mais des «hébergeurs» qui ne font qu'offrir des moyens de communication à leurs utilisateurs, même s'ils en tirent un profit commercial par le biais de la publicité et organisent les contenus en recourant à des algorithmes.

La jurisprudence, notamment européenne, est constante en la matière. Selon le régime de la directive européenne relative au commerce électronique, la responsabilité des réseaux sociaux ne sera engagée que si un contenu est (manifestement) illicite, que cette illicéité a été portée à leur connaissance et que le contenu n'a pas été supprimé promptement. Ce système (dit «notice & takedown»), qui reste très imparfait, est généralement considéré par les instances des droits humains comme la meilleure (ou la moins mauvaise) solution permettant de concilier les impératifs de la liberté d'expression avec la prohibition des discours illégaux. Considérer les réseaux sociaux comme étant des éditeurs les rendrait immédiatement responsables de tous les contenus publiés sur leur plateforme et les obligerait à les filtrer systématiquement, avec un danger avéré de sur-censure, dans la perspective de ne prendre aucun risque juridique.

Libres conditions d'utilisation ?

Ensuite, comme sociétés privées, les réseaux sociaux et autres plateformes sont-elles absolument libres d'imposer leurs «conditions d'utilisation», pour supprimer de manière plus ou moins arbitraire des contenus (ou des comptes) qu'elles estimeraient non seulement illégaux mais également simplement «indélicats» ?



Sur le principe, il est admissible que ces sociétés établissent un cadre à l'utilisation de leurs services et déterminent des catégories de contenus qui ne seront pas admis, compte tenu notamment des contraintes légales (comme l'incitation à la haine

et à la discrimination). Mais d'autres facteurs sont également à prendre en compte, parmi lesquels le fait que ces plateformes, qui sont largement dominantes, sont devenues des canaux quasi incontournables pour la participation au débat public, et qu'elles sont à ce titre redevables du respect de la liberté d'expression. Or, au-delà du cas de Donald Trump, on peut constater que de nombreuses suppressions de contenus ou de comptes apparaissent infondées, fruit de filtrages algorithmiques, de campagnes abusives de signalement ou de décisions prises à la hâte par des employés peu outillés. Elles touchent non des personnes puissantes mais souvent des personnalités ou des associations plus marginales, qui portent un discours minoritaire ou subversif mais légitime (pensons au «féminisme intersectionnel», par exemple).

Les conditions d'utilisation ne doivent donc être mises en œuvre qu'en tenant pleinement en considération les impératifs du respect de la liberté d'expression, comme le souligne le Rapporteur spécial de l'ONU pour la liberté d'expression, dans un rapport de 2019 consacré à la lutte contre la haine en ligne, qui constate le flou et le manque de transparence qui continue à caractériser les conditions d'utilisation des principales plateformes.

Une privatisation progressive de la police des contenus

Précisément, le danger réside dans l'attribution, de plus en plus grande, de fonctions de censure de contenus à des entreprises privées. La définition de ce qui est légal ou non, la détermination de la frontière à tracer entre des propos qui «heurtent, choquent ou inquiètent» – pour reprendre la célèbre expression de la Cour européenne des droits de l'Homme – et les discours véritablement illicites s'avèrent souvent très délicates, et une société privée, mue de surcroît par des intérêts économiques, n'est certainement pas la mieux placée pour dessiner les contours du débat public acceptable.

Pourtant, et il s'agit là d'une évolution préoccupante, les autorités publiques, notamment européennes, s'avancent de plus en plus dans un processus consistant à déléguer leurs pouvoirs aux plateformes numériques pour juger de la légalité de ce qui circule sur Internet, sans intervention quelconque d'un juge. On se souvient en France de la loi Avia «contre les contenus haineux sur Internet», finalement déclarée contraire à la liberté d'expression par le Conseil constitutionnel. Un «code de conduite» conclu entre l'UE et les principaux acteurs de l'Internet prévoit, dans différents domaines, le retrait de contenus illicites dans un délai de 24 heures maximum. Et une réglementation européenne («législation sur les services

numériques») plus générale est à l'étude qui irait dans le sens d'une plus grande responsabilisation des plateformes numériques, dans l'objectif de les consacrer gardiennes de la liberté d'expression sur Internet, sans aucun recours préalable à une instance judiciaire.

On assiste ainsi à une privatisation progressive de la police des contenus, traditionnellement dévolue au juge, instance la plus apte à réaliser les délicates opérations de qualification que nécessite l'application des limitations légales à la liberté d'expression. Comme le rappelait le rapporteur spécial de l'ONU dans le rapport cité plus haut, «les gouvernements ne devraient pas exiger – par des menaces légales ou extralégales – que les intermédiaires [de l'Internet] prennent des mesures que le droit international des droits de l'Homme interdirait aux États de faire directement».

Il est courant aujourd'hui de brosser un tableau apocalyptique des réseaux sociaux, vecteur de toutes les haines, mais il ne faut pas pour autant ignorer leurs nombreux apports positifs, en ce qu'ils permettent à tout un chacun, avec des moyens limités, de s'exprimer et faire entendre sa voix. Les printemps arabes, le mouvement #Me-Too, la mobilisation contre le réchauffement climatique et de très nombreuses autres luttes sociales et politiques n'auraient pu se développer sans la possibilité de se rassembler et communiquer sur Internet. Dès lors, avant toute velléité d'accroître la réglementation des plateformes numériques en en confiant la mise en œuvre à des sociétés privées chargées de trier les contenus, il faut bien mesurer l'impact global que cela peut avoir sur la préservation de la liberté d'expression. De ce point de vue, le cas particulier de Donald Trump risque bien d'être un prisme déformant.

François Dubuisson est professeur de droit international à l'Université libre de Bruxelles (ULB), spécialiste notamment des questions de liberté d'expression, sur lesquelles il a publié de nombreux articles. Il est titulaire du cours «Internet et droits de l'Homme».

Extrait de RTBF.be

Peut-on être consommateur et citoyen ?

Inégalités sociales croissantes, dérapages financiers récurrents, dégradation de l'environnement. De ces trois défis de notre temps, le dernier est le plus crucial car il touche directement à l'avenir même de l'humanité. L'une des causes de la crise écologique qui nous frappe tient à nos modes de



consommation : acheteur de plus en plus précoce, avide des produits en vogue et jamais rassasié, le consommateur des pays riches contribue à entretenir un mode de production très friand d'énergie et polluant.

Les industriels, les hypermarchés et les pèlerins du développement durable l'ont compris. Les premiers veulent nous vendre des produits «responsables», c'est-à-dire plus chers. Les deuxièmes nous demandent de payer les sacs en plastique qu'ils nous fournissaient gratuitement. Et les derniers nous culpabilisent individuellement à un point tel que tout acte de consommation, voire notre vie entière, ne sont plus perçus «que comme une nuisance, une source d'émission de carbone, de pollutions diverses et de déchets»

Peut-on trouver les chemins d'une manière de consommer qui nous laisse la liberté de choix, tout en faisant de nous des citoyens solidaires des autres, responsables de notre environnement, capables de raisonner sur nos vrais besoins de consommation et de tenir compte des conditions dans lesquelles sont produits les biens que nous consommons ? La réponse est positive.

D'abord, l'histoire le montre. Depuis que, à la fin du XVIIIe siècle, les consommateurs britanniques et «américains» se sont mobilisés pour boycotter massivement le sucre produit par l'esclavage, la consommation a pu être un lieu d'engagement politique et citoyen. Les initiatives en ce domaine ne manquent d'ailleurs pas aujourd'hui, au point que les guides permettant d'en faire le tri se sont multipliés ces dernières années

Mais l'expérience nous enseigne également que cela ne se fait pas spontanément. Les études sociologiques et psychosociales des comportements de consommation soulignent à quel point ce que nous achetons contribue à construire notre identité sociale. Nul ne peut se priver de cette fonction de socialisation de l'acte de consommation. Les enquêtes montrent que même les consommateurs les plus mobilisés en faveur d'une croissance durable ont du mal à modifier leurs habitudes d'achat au-delà du marginal.

Comment favoriser dans ces conditions une consommation responsable ? Certains prônent de réduire l'espace de choix des consommateurs : des «décroissancistes» aux partisans de la «démocratie

participative alimentaire», chacun de nous devrait produire, échanger et consommer localement. Le chemin risque d'être long avant que tout le monde ne s'y mette... D'autres préfèrent développer la prise en compte du non-marchand dans les choix (bio, bois certifié, etc.). Une voie en plein développement. Mais n'en reste-t-elle pas, au fond, à parier sur la bonne volonté individuelle ? Et sur les informations que veulent bien donner les offreurs : comment faire si je veux favoriser les produits d'entreprises où l'écart de rémunération entre le patron et ses salariés reste raisonnable et où les droits des travailleurs sont réellement respectés ?

Une autre voie, qui tient compte de la psychologie des consommateurs et de la réalité de notre monde industriel et de services, est celle qui consiste à réduire l'offre des produits non responsables. On pourrait les taxer plus. Mais, au-delà des produits inutiles et nocifs, comme les véhicules 4x4 de ville, cela pénalise immédiatement les plus pauvres. L'innovation verte en faveur des produits responsables ne peut venir que d'une alliance entre producteurs, détaillants et intervention régulatrice de l'Etat pour «encourager» les comportements vertueux. Le consommateur individuel peut être solidaire de la planète. Il le sera d'autant plus facilement qu'on lui proposera des produits conçus et distribués à cet effet.

Gilda Farrell, Christian Chavagneux
Mis en ligne sur Cairn.info le 15/07/2008

DOSSIER

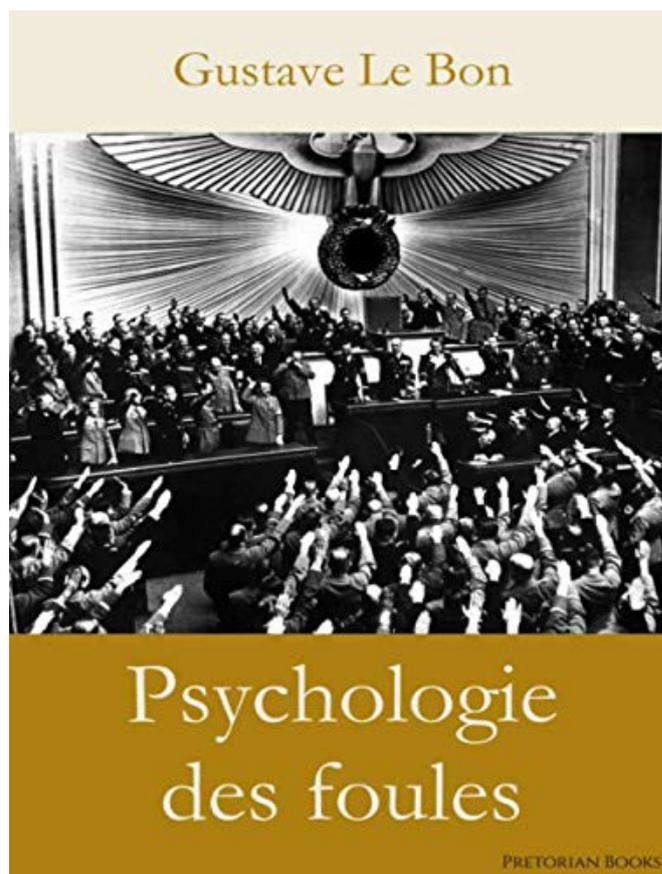
Extraits de la « Psychologie des foules »

Avec l'entrée des masses dans la vie politique et sociale (19ème et 20ème siècles) il y a eu des auteurs, comme Gustave Le Bon, qui ont analysé la façon de penser et d'agir des foules. Les considérations présentées sont encore fort intéressantes, même si on doit les positionner aussi dans le contexte historique de son temps.

Suggestibilité des foules

La connaissance de la psychologie des foules constitue la ressource de l'homme d'État qui veut, non pas les gouverner - la chose est devenue aujourd'hui bien difficile - mais tout au moins ne pas être trop complètement gouverné par elles.

La psychologie des foules montre à quel point les lois et les institutions exercent peu d'action sur leur nature impulsive et combien elles sont inca-



pables d'avoir des opinions quelconques en dehors de celles qui leur sont suggérées. Des règles dérivées de l'équité théorique pure ne sauraient les conduire. Seules les impressions qu'on fait naître dans leur âme peuvent les séduire. Si un législateur veut, par exemple, établir un nouvel impôt, devra-t-il choisir le plus juste théoriquement ? En aucune façon. Le plus injuste pourra être pratiquement le meilleur pour les foules, s'il est le moins visible, et le moins lourd en apparence. C'est ainsi qu'un impôt indirect, même exorbitant, sera toujours accepté par la foule. Étant journallement prélevé sur des objets de consommation, par fractions de centime, il ne gêne pas ses habitudes et l'impressionne peu. Remplacez-le par un impôt proportionnel sur les salaires ou autres revenus, à payer en un seul versement, fût-il dix fois moins lourd que l'autre, il soulèvera d'unanimes protestations. Aux centimes invisibles de chaque jour se substitue, en effet, une somme totale relativement élevée et, par conséquent, très impressionnante. Elle ne passerait inaperçue que si elle avait été mise de côté sou à sou ; mais ce procédé économique représente une dose de prévoyance dont les foules sont incapables.

Autoritarisme et intolérance des foules

L'autoritarisme et l'intolérance sont généraux chez toutes les catégories de foules, mais ils s'y pré-

sentent à des degrés fort divers ; et ici encore repaît la notion fondamentale de la race, dominatrice des sentiments et des pensées des hommes. L'autoritarisme et l'intolérance sont surtout développés chez les foules latines. Ils le sont au point d'avoir détruit ce sentiment de l'indépendance individuelle si puissant chez l'Anglo-Saxon. Les foules latines ne sont sensibles qu'à l'indépendance collective de leur secte et la caractéristique de cette indépendance est le besoin d'asservir immédiatement et violemment à leurs croyances tous les dissidents. Chez les peuples latins, les Jacobins de tous les âges, depuis ceux de l'Inquisition, n'ont jamais pu s'élever à une autre conception de la liberté.

L'autoritarisme et l'intolérance constituent pour les foules des sentiments très clairs, qu'elles supportent aussi facilement qu'elles les pratiquent. Elles respectent la force et sont médiocrement impressionnées par la bonté, facilement considérée comme une forme de la faiblesse. Leurs sympathies n'ont jamais été aux maîtres débonnaires, mais aux tyrans qui les ont vigoureusement dominées. C'est toujours à eux qu'elles dressent les plus hautes statues. Si elles foulent volontiers à leurs pieds le despote renversé, c'est parce qu'ayant perdu sa force, il rentre dans la catégorie des faibles qu'on méprise et ne craint pas. Le type du héros cher aux foules aura toujours la structure d'un César. Son panache les séduit, son autorité leur impose et son sabre leur fait peur.

Toujours prête à se soulever contre une autorité faible, la foule se courbe avec servilité devant une autorité forte. Si l'action de l'autorité est intermittente, la foule, obéissant toujours à ses sentiments extrêmes, passe alternativement de l'anarchie à la servitude, et de la servitude à l'anarchie.

Ce serait d'ailleurs méconnaître la psychologie des foules que de croire à la prédominance chez elles des instincts révolutionnaires. Leurs violences seules nous illusionnent sur ce point. Les explosions de révolte et de destruction sont toujours très éphémères. Elles sont trop régies par l'inconscient, et trop soumises par conséquent à l'influence d'hérédités séculaires, pour ne pas se montrer extrêmement conservatrices. Abandonnées à elles-mêmes, on les voit bientôt lasses de leurs désordres se diriger d'instinct vers la servitude. Les plus fiers et les plus intraitables des Jacobins acclamèrent énergiquement Bonaparte, quand il supprima toutes les libertés et fit durement sentir sa main de fer.

L'imagination des foules

C'est sur l'imagination populaire que sont fondées la puissance des conquérants et la force des États. En agissant sur elles, on entraîne les foules.



Tous les grands faits historiques, la création du Bouddhisme, du Christianisme, de l'Islamisme, la Réforme, la Révolution et de nos jours l'invasion menaçante du Socialisme sont les conséquences directes ou lointaines d'impressions fortes produites sur l'imagination des foules.

Aussi, les grands hommes d'État de tous les âges et de

tous les pays, y compris les plus absolus despotes, ont-ils considéré l'imagination populaire comme le soutien de leur puissance. Jamais ils n'ont essayé de gouverner contre elle. « C'est en me faisant catholique, disait Napoléon au Conseil d'État, que j'ai fini la guerre de Vendée ; en me faisant musulman que je me suis établi en Égypte, en me faisant ultramontain que j'ai gagné les prêtres en Italie. Si je gouvernais un peuple de Juifs, je rétablirais le temple de Salomon. » Jamais, peut-être, depuis Alexandre et César, aucun grand homme n'a mieux compris comment l'imagination des foules doit être impressionnée. Sa préoccupation constante fut de la frapper. Il y songeait dans ses victoires, dans ses harangues, dans ses discours, dans tous ses actes. A son lit de mort il y songeait encore.

Comment impressionner l'imagination des foules ? Nous le verrons bientôt. Disons dès maintenant que des démonstrations destinées à influencer l'intelligence et la raison seraient incapables d'atteindre ce but. Antoine n'eut pas besoin d'une rhétorique savante pour ameuter le peuple contre les meurtriers de César. Il lui lut son testament et lui montra son cadavre.

Tout ce qui frappe l'imagination des foules se présente sous forme d'une image saisissante et nette, dégagée d'interprétation accessoire, ou n'ayant d'autre accompagnement que quelques faits merveilleux : une grande victoire, un grand miracle, un grand crime, un grand espoir. Il importe de présenter les choses en bloc, et sans jamais en indiquer la genèse. Cent petits crimes ou cent petits accidents ne frapperont aucunement l'imagination des foules ; tandis qu'un seul crime considérable, une seule catastrophe, les frapperont profondément, même avec des résultats infiniment moins meurtriers que les cent petits accidents réunis. La grande épidémie d'influenza qui fit périr, à Paris,



cinq mille personnes en quelques semaines, frappa peu l'imagination populaire. Cette véritable hécatombe ne se traduisait pas, en effet, par quelque image visible, mais uniquement par les indications hebdomadaires de la statistique. Un accident qui, au lieu de ces cinq mille personnes, en eût seulement fait périr cinq cents, le même jour, sur une place publique, par un événement bien visible, la chute de la tour Eiffel, par exemple, aurait produit sur l'imagination une impression immense. La perte possible d'un transatlantique qu'on supposait, faute de nouvelles, coulé en pleine mer, frappa profondément pendant huit jours l'imagination des foules. Or, les statistiques officielles montrent que dans la même année un millier de grands bâtiments se perdirent. De ces pertes successives, bien autrement importantes comme destruction de vies et de marchandises, les foules ne se préoccupèrent pas un seul instant.

Ce ne sont donc pas les faits en eux-mêmes qui frappent l'imagination populaire, mais bien la façon dont ils se présentent. Ces faits doivent par condensation, si je puis m'exprimer ainsi, produire une image saisissante qui remplisse et obsède l'esprit. Connaître l'art d'impressionner l'imagination des foules c'est connaître l'art de les gouverner.

Les institutions politiques et sociales

L'idée que les institutions peuvent remédier aux dé-

fauts des sociétés, que le progrès des peuples résulte du perfectionnement des constitutions et des gouvernements et que les changements sociaux s'opèrent à coups de décrets ; cette idée, dis-je, est très généralement répandue encore. La Révolution française l'eut pour point de départ et les théories sociales actuelles y prennent leur point d'appui.

Les expériences les plus continues n'ont pas réussi à ébranler cette redoutable chimère. En vain philosophes et historiens ont essayé d'en prouver l'absurdité. Il ne leur a pas été difficile pourtant de montrer que les institutions sont filles des idées, des sentiments et des mœurs ; et qu'on ne refait pas les idées, les sentiments et les mœurs en refaisant les codes. Un peuple ne choisit pas plus des institutions à son gré, qu'il ne choisit la couleur de ses yeux ou de ses cheveux. Les institutions et les gouvernements représentent le produit de la race. Loin d'être les créateurs d'une époque, ils sont ses créations. Les peuples ne sont pas gouvernés suivant leurs caprices d'un moment, mais comme l'exige leur caractère. Il faut parfois des siècles pour former un régime politique, et des siècles pour le changer. Les institutions n'ont aucune vertu intrinsèque ; elles ne sont ni bonnes ni mauvaises en elles-mêmes. Bonnes à un moment donné pour un peuple donné, elles peuvent être détestables pour un autre.

Un peuple n'a donc nullement le pouvoir de changer



réellement ses institutions. Il peut assurément, au prix de révolutions violentes, en modifier le nom, mais le fond ne se modifie pas. Les noms sont de vaines étiquettes dont l'historien, préoccupé de la valeur réelle des choses, n'a pas à tenir compte. C'est ainsi par exemple que le plus démocratique pays du monde est l'Angleterre, soumise cependant à un régime monarchique, alors que les républiques hispano-américaines, régies par des constitutions républicaines, subissent les plus lourds despotismes. Le caractère des peuples et non les gouvernements détermine leurs destinées.

C'est donc une tâche puérile, un inutile exercice de rhéteur que de perdre son temps à fabriquer des constitutions. La nécessité et le temps se

chargent de les élaborer, quand on laisse agir ces deux facteurs.

L'instruction des foules par l'état

Personne, certes, n'a jamais soutenu que l'instruction bien dirigée ne puisse donner des résultats pratiques fort utiles, sinon pour élever la moralité, au moins pour développer les capacités professionnelles. Malheureusement les peuples latins, surtout depuis une trentaine d'années, ont basé leur système d'instruction sur des principes très défectueux, et, malgré les observations d'esprits éminents, ils persistent dans leurs lamentables erreurs. J'ai moi-même, en divers ouvrages, montré que notre éducation actuelle transforme en ennemis de la société un grand nombre de ceux qui l'ont reçue, et recrute beaucoup de disciples pour les pires formes du socialisme. (On est en 1895 NDLR)

Le premier danger de cette éducation – très justement qualifiée de latine – est de reposer sur une erreur psychologique fondamentale : s'imaginer que la récitation des manuels développe l'intelligence. Dès lors, on tâche d'en apprendre le plus possible ; et, de l'école primaire au doctorat ou à l'agrégation, le jeune homme ne fait qu'ingurgiter le contenu des livres, sans exercer jamais son jugement et son initiative. L'instruction, pour lui, consiste à réciter et à obéir. « Apprendre des leçons, savoir par cœur une grammaire ou un abrégé, bien répéter, bien imiter, voilà, écrivait un ancien ministre de l'Instruction publique, M. Jules Simon, une plaisante éducation où tout



effort est un acte de foi devant l'infaillibilité du maître, et n'aboutit qu'à nous diminuer et nous rendre impuissants. »

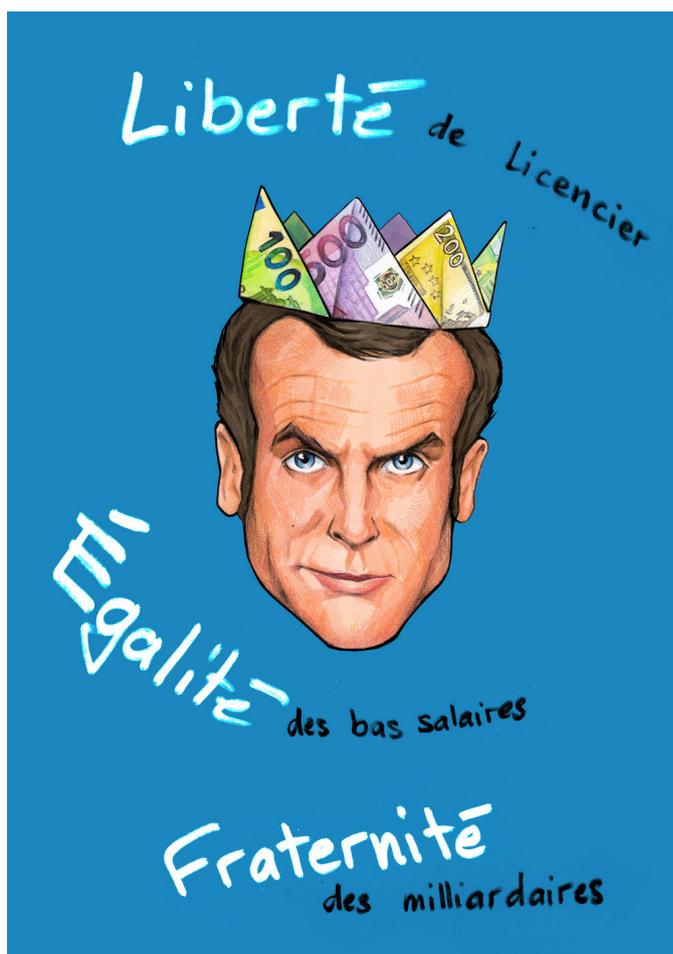
Si cette éducation n'était qu'inutile, on pourrait se borner à plaindre les malheureux enfants auxquels, à la place de tant de choses nécessaires on préfère enseigner la généalogie des fils de Clotaire, les luttes de la Neustrie et de l'Austrasie, ou des classifications zoologiques ; mais elle présente le danger beaucoup plus sérieux d'inspirer à celui qui l'a reçue un dégoût violent de la condition où il est né, et l'intense désir d'en sortir. L'ouvrier ne veut plus rester ouvrier, le paysan ne veut plus être paysan, et le dernier des bourgeois ne voit pour ses fils d'autre carrière possible que les fonctions salariées par l'État. Au lieu de préparer des hommes pour la vie, l'école ne les prépare qu'à des fonctions publiques où la réussite n'exige aucune lueur d'initiative. En bas de l'échelle sociale, elle crée ces armées de prolétaires mécontents de leur sort et toujours prêts à la révolte ; en haut, notre bourgeoisie frivole, à la fois sceptique et crédule, imprégnée d'une confiance superstitieuse dans l'État providence, que cependant elle fronde sans cesse, inculquant toujours le gouvernement de ses propres fautes et incapable de rien entreprendre sans l'intervention de l'autorité.

Les images, les mots et les formules

En étudiant l'imagination des foules, nous avons vu qu'elles sont impressionnées surtout par des images. Si l'on ne dispose pas toujours de ces images, il est possible de les évoquer par l'emploi judicieux des mots et des formules. Maniés avec art, ils possèdent vraiment la puissance mystérieuse que leur attribuaient jadis les adeptes de la magie. Ils provoquent dans l'âme des multitudes les plus formidables tempêtes, et savent aussi les calmer. On élèverait une pyramide plus haute que celle du vieux Khéops avec les seuls ossements des victimes de la puissance des mots et des formules.

La puissance des mots est liée aux images qu'ils évoquent et tout à fait indépendante de leur signification réelle. Ceux dont le sens est le plus mal défini possèdent parfois le plus d'action. Tels, par exemple, les termes : démocratie, socialisme, égalité, liberté, etc., dont le sens est si vague que de gros volumes ne suffisent pas à le préciser. Et pourtant une puissance vraiment magique s'attache à leurs brèves syllabes, comme si elles contenaient la solution de tous les problèmes. Ils synthétisent des aspirations inconscientes variées et l'espoir de leur réalisation.

La raison et les arguments ne sauraient lutter contre certains mots et certaines formules. On les prononce avec recueillement devant les foules ;



et, tout aussitôt, les visages deviennent respectueux et les fronts s'inclinent. Beaucoup les considèrent comme des forces de la nature, des puissances surnaturelles. Ils évoquent dans les âmes des images grandioses et vagues, mais le vague même qui les estompe augmente leur mystérieuse puissance. On peut les comparer à ces divinités redoutables cachées derrière le tabernacle et dont le dévot n'approche qu'en tremblant.

Les images évoquées par les mots étant indépendantes de leur sens, varient d'âge en âge, de peuple à peuple, sous l'identité des formules. A certains mots s'attachent transitoirement certaines images : le mot n'est que le bouton d'appel qui les fait apparaître.

Tous les mots et toutes les formules ne possèdent pas la puissance d'évoquer des images ; et, il en est qui, après en avoir évoqué, s'usent et ne réveillent plus rien dans l'esprit. Ils deviennent alors de vains sons, dont l'utilité principale est de dispenser celui qui les emploie de l'obligation de penser. Avec un petit stock de formules et de lieux communs appris dans la jeunesse, nous possédons tout ce qu'il faut pour traverser la vie sans la fatigante nécessité d'avoir à réfléchir.

Aussi, quand les foules, à la suite de bouleverse-

ments politiques, de changements de croyances, finissent par professer une antipathie profonde pour les images évoquées par certains mots, le premier devoir du véritable homme d'État est de changer ces mots sans, bien entendu, toucher aux choses en elles-mêmes. Ces dernières sont trop liées à une constitution héréditaire pour pouvoir être transformées. Le judicieux Tocqueville fait remarquer que le travail du Consulat et de l'Empire consista surtout à habiller de mots nouveaux la plupart des institutions du passé, à remplacer par conséquent des mots évoquant de fâcheuses images dans l'imagination par d'autres dont la nouveauté empêchait de pareilles évocations. La taille est devenue contribution foncière ; la gabelle, l'impôt du sel ; les aides, contributions indirectes et droit réunis ; la taxe des maîtrises et jurandes s'est appelée patente, etc.

Une des fonctions les plus essentielles des hommes d'État consiste donc à baptiser de mots populaires, ou au moins neutres, les choses détestées des foules sous leurs anciens noms. La puissance des mots est si grande qu'il suffit de termes bien choisis pour faire accepter les choses les plus odieuses. Taine remarque justement que c'est en invoquant la liberté et la fraternité, mots très populaires alors, que les Jacobins ont pu « installer un despotisme digne du Dahomey, un tribunal pareil à celui de l'Inquisition, des hécatombes humaines semblables à celles de l'ancien Mexique ». L'art des gouvernants, comme celui des avocats, consiste principalement à savoir manier les mots. Art difficile, car, dans une même société, les mêmes mots ont le plus souvent des sens différents pour les diverses couches sociales. Elles emploient en apparence les mêmes mots ; m La psychologie des foules (suite et fin)

Les moyens d'action des meneurs

Quand il s'agit de faire pénétrer lentement des idées et des croyances dans l'esprit des foules - les théories sociales modernes, par exemple - les méthodes des meneurs sont différentes. Ils ont principalement recours aux trois procédés suivants : l'affirmation, la répétition, la contagion. L'action en est assez lente, mais les effets durables.

L'affirmation pure et simple, dégagée de tout raisonnement et de toute preuve, constitue un sûr moyen de faire pénétrer une idée dans l'esprit des foules. Plus l'affirmation est concise, dépourvue de preuves et de démonstration, plus elle a d'autorité. Les livres religieux et les codes de tous les âges ont toujours procédé par simple affirmation. Les hommes d'État appelés à défendre une cause politique quelconque, les industriels propageant leurs produits par l'annonce, connaissent la valeur de l'affirmation.

Cette dernière n'acquiert cependant d'influence réelle qu'à la condition d'être constamment répétée, et le plus possible, dans les mêmes termes, Napoléon disait qu'il n'existe qu'une seule figure sérieuse de rhétorique, la répétition. La chose affirmée arrive, par la répétition, à s'établir dans les esprits au point d'être acceptée comme une vérité démontrée.

Lorsqu'une affirmation a été suffisamment répétée, avec unanimité dans la répétition, comme cela arrive pour certaines entreprises financières achetant tous les concours, il se forme ce qu'on appelle un courant d'opinion et le puissant mécanisme de la contagion intervient. Dans les foules, les idées, les sentiments, les émotions, les croyances possèdent un pouvoir contagieux aussi intense que celui des microbes. Ce phénomène s'observe chez les animaux eux-mêmes dès qu'ils sont en foule. Le tic d'un cheval dans une écurie est bientôt imité par les autres chevaux de la même écurie. Une frayeur, un mouvement désordonné de quelques moutons s'étend bientôt à tout le troupeau. La contagion des émotions explique la soudaineté des paniques. Les désordres cérébraux, comme la folie, se propagent aussi par la contagion. On sait combien est fréquente l'aliénation chez les médecins aliénistes. On cite même des formes de folie, l'agoraphobie, par exemple, communiquées de l'homme aux animaux.

Si les opinions propagées par l'affirmation, la répétition et la contagion, possèdent une grande puissance, c'est qu'elles finissent par acquérir ce pouvoir mystérieux nommé prestige.

Tout ce qui a dominé dans le monde, les idées ou les hommes, s'est imposé principalement par la force irrésistible qu'exprime le mot prestige. Nous saisissons tous le sens de ce terme, mais on l'applique de façons trop diverses pour qu'il soit facile de le définir. Le prestige peut comporter certains sentiments tels que l'admiration et la crainte qui parfois même en sont la base, mais il peut parfaitement exister sans eux. Des êtres morts, et par conséquent que nous ne saurions craindre, Alexandre, César, Mahomet, Bouddha, possèdent un prestige considérable. D'un autre côté, certaines fictions que nous n'admirons pas, les divinités monstrueuses des temples souterrains de l'Inde, par exemple, nous paraissent pourtant revêtues d'un grand prestige.

Le prestige est en réalité une sorte de fascination qu'exerce sur notre esprit un individu, une oeuvre ou une doctrine. Cette fascination paralyse toutes nos facultés critiques et remplit notre âme d'étonnement et de respect. Les sentiments alors provoqués sont inexplicables, comme tous les sentiments, mais probablement du même ordre que la suggestion subie par un sujet magnétisé. Le pres-

tige est le plus puissant ressort de toute domination. Les dieux, les rois et les femmes n'auraient jamais régné sans lui.

Gustave Le Bon (1985)

Antifascisme

L'extrême droite belge, identitaire et conspirationniste

Les scènes de violence inouïes survenues au Capitole pourraient-elles arriver en Belgique? L'extrême droite, très active dans le nord du pays, porte en elle un fond de violence. Même si son principal représentant, le Vlaams Belang, a adouci son image.

L'insurrection survenue au Capitole démontre que les démocraties, même les plus protégées, restent fragiles. Identifiés grâce aux images et à une campagne active du FBI, les insurgés du Capitole appartiennent, pour la plupart, à des groupes d'extrême droite. Le plus vivace, QAnon, voit en Donald Trump le héros d'une guerre secrète menée contre une secte de dirigeants satanistes qui

seraient occupés à diriger le monde.

De telles scènes seraient-elles possibles en Belgique ? La culture de la violence et du port d'arme est moins répandue dans notre pays, ce qui laisse peu de chance de voir une telle invasion aboutir. Mais l'extrême droite est très active en Belgique, et présente un fond de violence. « Aux États-Unis comme en Europe, on voit que toutes les droites extrêmes sont suprémacistes, pour ne pas dire racistes, complotistes et au final « violentes », dit Manuel Abramowicz, spécialiste belge de l'extrême droite.

Suprémacistes, complotistes, identitaires ou survivalistes, les idéologies d'extrême droite connaissent de moins en moins de frontières, dans un monde où l'information circule vite et de manière incontrôlée.

L'extrême droite flamande très vivace

L'extrême droite belge se concentre essentiellement en Flandre, où elle est très active. Lors des dernières élections, le Vlaams Belang (VB), réputé moribond il y a quelques années, est devenu le deuxième parti du pays en nombre de voix (11,9 %).

Sous l'impulsion de son président Tom Van Grieken, le VB a adouci son image. Le parti flamand fait partie de la « nouvelle extrême droite ». À la recherche d'un électorat dans toutes les franges de la population, elle a coupé le cordon ombilical avec l'ancienne extrême droite d'inspiration néo-nazie. Le mouvement est parti de France, avec les identitaires, et des États-Unis, où l'Alt-Right a remplacé la vieille garde.

« Le Vlaams Belang fait très attention à son image. Dans ses discours politiques, il y a 'eux et nous', sans racisme déclaré. Mais en interne, il y a des clins d'œil au nazisme »,



poursuit Manuel Abramowicz.

Lors du rassemblement automobile du VB au Heysel, en septembre dernier, un pick up arborait sans complexe des signes nazis. Son propriétaire fut arrêté peu après pour avoir incendié un centre d'accueil de réfugiés à Bilzen.

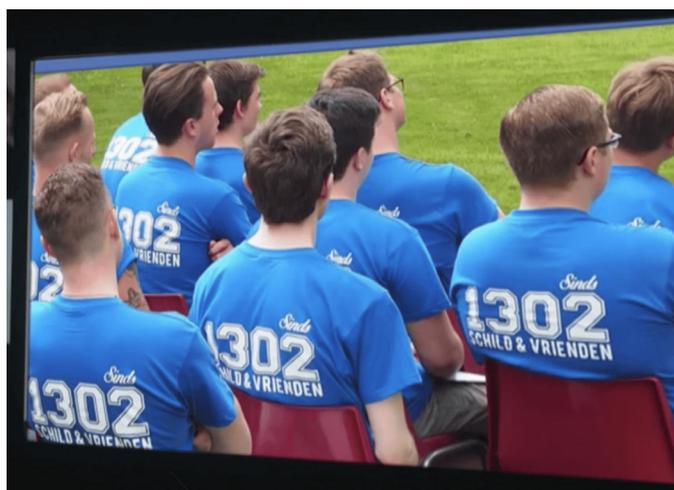
Schild & Vrienden, l'extrême droite «BCBG»

Plusieurs groupuscules gravitent autour du VB, comme le mouvement de jeunesse nationaliste Schild & Vrienden (« Bouclier et Amis »), inspiré des identitaires français, ouvertement suprémaciste.

« Schild & Vrienden est le plus bel exemple de l'extrême droite qui se donne un visage 'BCBG'. Une fois dans l'underground, ils n'hésitent pas à se montrer antisémites, racistes et génocidaires », lâche Manuel Abramowicz. Leur fondateur, Dries Van Langenhove, devenu député fédéral, la joue en sourdine depuis son élection.

Pas de violence déclarée au VB, ni chez Schild & Vrienden, mais une invitation à « garder la forme », sur le mode survivaliste, pour combattre le « grand remplacement », cette thèse complotiste dénonçant le remplacement de la « population blanche » par des migrants.

« Au Vlaams Belang, ils encouragent leurs militants à s'entraîner aux sports de combat et à fréquenter les salles de tir », dit Manuel Abramowicz.



Certains militants n'hésitent pas à recourir à la violence lors d'événements publics. Lors de la manifestation contre le Pacte de Marrakech, en décembre 2018, des militants ont défilé en scandant « rats bruxellois » et dégradé du mobilier urbain.

L'extrême droite inexistante en Wallonie



L'extrême droite est pratiquement inexistante en Wallonie et à Bruxelles, où des partis comme la Droite populaire, Nation ou Les Belges d'abord n'ont jamais réussi à percer. « Il existe des groupuscules isolés, une dizaine de 'skinheads' à Charleroi, quelques villageois en Ardenne qui ont commencé à s'armer mais que la police a vite arrêtés », précise Manuel Abramowicz, « mais même si les temps sont propices, ça ne recrute pas ».

« En colère », un collectif d'extrême droite dérivé de Nation, a fait son apparition durant la pandémie de coronavirus pour combattre le port du masque.

Quant au mouvement QAnon, il n'a pas d'assise réelle en Belgique. « Il n'y a aucune structure visible, mais cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas. On a vu une pancarte avec un Q lors d'une récente manifestation anti-masque à Liège », dit Manuel Abramowicz.

S'il existe une extrême droite francophone, elle est avant tout constituée d'individus isolés, visibles sur les réseaux sociaux, où ils pratiquent une culture du clash et du harcèlement sur des thèmes conspirationnistes.

Vincent Georis

Extrait de l'Echo

On n'oublie pas *1

Ces 8 et 9 mai, c'est le septante-sixième anniversaire de la Victoire sur le fascisme en Europe. Dans un contexte troublé, il n'est pas inutile de se rappeler, au-delà des images d'Épinal véhiculées depuis la Guerre Froide, que cette victoire n'a été possible que par le sacrifice de millions d'hommes et de femmes, sur les différents fronts, dans les mouvements de résistance, dans les usines et dans les champs, afin d'anéantir la machine de destruction hitlérienne et ses alliés.

Sans les peuples en luttés (et tout particulièrement ceux de l'Union Soviétique), sans ces mouvements de résistance, l'horreur et la barbarie nazie-fasciste n'auraient jamais cessé. Il est utile aussi de se rappeler que ces efforts n'ont pas été acceptés pour reconstruire la



société sur un modèle dépassé. La participation active et prépondérante de mouvements progressistes dans la résistance (comme le Front de l'Indépendance et les Partisans armés en Belgique, avec une importante participation des communistes).

Le discrédit des différentes bourgeoisies souvent impliquées dans la collaboration, et le prestige renforcé de l'URSS, ont contraint le Capital à d'importantes concessions envers les travailleurs et travailleuses et ont permis le développement de modèles sociaux gravement mis en péril par des décennies de néolibéralisme.

De même, cette victoire a contribué aux mouvements d'indépendances et de décolonisation dans les périphéries. Les conquêtes de 1945 ont déjà souffert de nombreux reculs depuis quelques décennies, et il y a fort à parier que la situation actuelle ne va rien arranger. Raison de plus de commémorer l'esprit et les conquêtes de celles et ceux qui ont dit non au fascisme, et d'y puiser des forces pour construire un monde meilleur.

Ci-dessous, quelques documents issus de nos collec-

tions pour illustrer le rôle de la Résistance et des communistes ici et ailleurs, dans la Victoire sur le fascisme :

Pour aller plus loin :

- sur le rôle des partisans en Belgique, le Progrès réédite un ouvrage consacré aux Partisans Armés : <https://nouvellesasblleprogres.wordpress.com/.../larmee.../>

- la réédition du livre de José Gotovitch sur le même sujet : «Du Rouge au Tricolore».

- Cette capsule vidéo de nos amis de la Fondation Rosa Luxemburg (en anglais), sur l'importance de cette mémoire antifasciste dans les luttes actuelles : <https://www.youtube.com/watch?v=P72E7BoTUdo>

***1 Titre donné par la rédaction**

François D'Agostino
Historien et animateur culturel de l'ACJJ.